

CONVOCATION  
DU  
CONSEIL COMMUNAL

*Code de la démocratie locale et de la  
décentralisation*

**ART. L1122-11** - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

**ART. L1122-12** - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

**ART. L1122-13** - §1<sup>er</sup>. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour. Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

**ART. L1122-15** - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

**ART. L1122-17** - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

**ART. L1122-24** - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article L1122-13 du CDLD et à l'article 18 du R.O.I., nous avons l'honneur de convoquer «Titre» «Prénom» «Nom» à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **lundi 3 juin 2024 à 18 heures** à la Maison communale.

**ORDRE DU JOUR :**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 29 avril 2024
2. Programme stratégique transversal – évaluation de fin de mandature
3. Comptabilité communale - procès-verbal de situation de caisse du 28.3.2024 - visa
4. Modifications budgétaires n° 2 - exercice 2024 - arrêté
5. C.P.A.S. – exercice 2023 – compte – décision
6. C.P.A.S. - exercice 2024 - modifications budgétaires n° 1 - décision
7. Compte 2023 de la Fabrique d'église Saint-Amand de Bailleul - approbation
8. Compte 2023 de la Fabrique d'église Saint-Barthélémy d'Estaimpuis - approbation
9. Compte 2023 de la Fabrique d'église Saint-Amand de Néchin - approbation
10. Modification budgétaire n° 1 - exercice 2024 - Fabrique d'église Saint-Amand de Bailleul - approbation
11. Modification budgétaire n° 1 - exercice 2024 - Fabrique d'église Saint-Barthélémy d'Estaimpuis - approbation
12. Intercommunale ORES Assets – assemblée générale du 13 juin 2024 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
13. Intercommunale IDETA – assemblée générale ordinaire du 20 juin 2024 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
14. Intercommunale IMSTAM – assemblée générale ordinaire du 26 juin 2024 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
15. Intercommunale IPALLE – assemblée générale ordinaire du 27 juin 2024 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
16. Intercommunale IGRETEC – assemblée générale ordinaire du 27 juin 2024 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
17. Intercommunale I.E.G. – assemblée générale ordinaire du 28 juin 2024 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
18. Vente par la Fabrique d'église de Saint-Léger à la commune d'Estaimpuis du terrain sis à l'arrière de l'église de St-Léger
19. ESTAIMPUIS – rue de la Paix – modification de la voirie dans le cadre d'une demande de permis d'urbanisme pour la construction groupée de neuf habitations - approbation
20. PIC/PIMACI 22/24 - 1 et 2 - rénovation du cœur de village de Saint-Léger - approbation des conditions et du mode de passation
21. PIC/PIMACI 22/24 - 3 - aménagement d'un sentier à la rue de la Gare - approbation des conditions et du mode de passation
22. PIC/PIMACI 22/24 - 4 - aménagement des abords du "C.E.M.E" - approbation des conditions et du mode de passation
23. PIC/PIMACI 22/24 - 5 - rénovation de la voirie et égouttage prioritaire - rue de France ainsi que l'accès vers la gare - approbation des conditions et du mode de passation

CONVOCAISON  
DU  
CONSEIL COMMUNAL

*Code de la démocratie locale et de la  
décentralisation*

**ART. L1122-11** - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

**ART. L1122-12** - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

**ART. L1122-13** - §1<sup>er</sup>. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour. Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

**ART. L1122-15** - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

**ART. L1122-17** - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

**ART. L1122-24** - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article L1122-13 du CDLD et à l'article 18 du R.O.I., nous avons l'honneur de convoquer «Titre» «Prénom» «Nom» à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **lundi 3 juin 2024 à 18 heures** à la Maison communale.

**24.** Hall technique - achat d'un pont bascule - approbation des conditions et du mode de passation

**25.** Estaimpuis - traversée d'Estaimpuis - pose d'un nouveau tapis (4 cm) - approbation des conditions et du mode de passation

**26.** Saint-Léger - cimetière - création de chemins en asphalte - approbation des conditions et du mode de passation

**27.** Entité d'Estaimpuis - rénovation des trottoirs phase 2024 - achat de matériaux - approbation des conditions et du mode de passation

**28.** Entité d'Estaimpuis - cimetières - réparations du mur d'enceinte - approbation des conditions et du mode de passation

**HUIS CLOS**

**29.** Communications - a/ délibération du Collège communal du 13.1.24 "Factures impayées Maison MEURIS - régularisation" - b/ délibération du Collège communal du 26.4.24 "Acquisition de fournitures dans le cadre de la Dictée géante"

**30.** Personnel enseignant - nomination à titre définitif d'une institutrice maternelle à temps plein

**31.** Personnel enseignant - nomination à titre définitif d'une institutrice maternelle à mi-temps

**32.** Personnel enseignant - nomination à titre définitif d'une institutrice primaire à temps plein

**33.** Personnel enseignant - nomination à titre définitif d'une institutrice primaire à temps plein

**34.** Personnel enseignant - nomination à titre définitif d'une maîtresse de CPC à temps plein

**35.** Personnel enseignant - nomination à titre définitif d'un maître de CPC 12 périodes

**36.** Personnel enseignant - nomination à titre définitif d'un instituteur primaire chargé du cours d'immersion linguistique

**37.** Personnel enseignant - interruption de carrière 1/5e temps

**38.** Personnel enseignant - interruption de carrière 1/5e temps

**39.** Personnel enseignant - interruption carrière 1/4 temps

**40.** Personnel enseignant - ratification délibérations du Collège

Par le Collège communal :

La Directrice Générale,

Le Bourgmestre,

V. BREYNE.

D. SENESAEL.